

Une société valaisanne en passe de former le leader européen de l'explosif: «On appartiendrait à une nouvelle galaxie»

Le groupe valaisan de la Société suisse des explosifs (SSE), basé à Gamsen, explore un rapprochement stratégique avec EPC Groupe. Son CEO Gilles de Preux revient sur les enjeux de cette alliance à 800 millions d'euros.



[Didier De Iaco](#)

16 mars 2026, 05:00



Le CEO de la SSE, Gilles de Preux, explique les enjeux du rapprochement stratégique avec EPC.

©Sacha Bittel

«C'est la plus grande entreprise industrielle ayant son siège en Valais.»
En préambule de l'entretien, Gilles de Preux tient à rappeler le poids de la Société suisse des explosifs (SSE) dans le paysage économique romand. Une fierté légitime pour cette discrète centenaire nichée dans le val de Nanz, à Gamsen.

Fondée en 1894 pour fournir les explosifs nécessaires au percement du tunnel du Simplon, SSE Group est devenue au fil des décennies une multinationale présente dans huit pays européens.

En 1983, elle diversifie ses activités avec la création de Valsynthèse, sa division de chimie fine, héritière directe de la nitroglycérine qui dynamitait autrefois les Alpes et qui sert aujourd'hui à fabriquer des traitements cardiovasculaires.

Le Grônard Gilles de Preux a rejoint la SSE en 2009 avant de succéder, en 2018, au Miégeois Dany Antille, perpétuant ainsi la longue tradition de dirigeants romands à la tête de cette entreprise du Haut-Valais. Aux côtés de Raymond Loretan, président du conseil d'administration, il pourrait bien entrer dans l'histoire de la SSE.

Car en février dernier, une annonce a tout changé. Près de 800 millions d'euros et le leadership européen sont en jeu.



Site industriel d'envergnure, la Société suisse des explosifs est une ville dans la ville.

©Pedro Rodrigues, photographe

Interview

Après plus de 130 ans d'indépendance, la Société suisse d'explosifs (SSE) envisage de transférer toutes ses activités d'explosifs civils au groupe français EPC, en échange de 25% de son capital. Peut-on parler d'une absorption de la SSE par EPC?

Gilles de Preux: La première chose à préciser, c'est que nous sommes entrés en discussion exclusive depuis le 24 février. Aujourd'hui, on en est au stade des due diligences (ndlr: audits d'entreprise). Les deux parties s'analysent pour vérifier s'il existe un alignement stratégique, culturel et industriel possibles. Avant de parler d'absorption, il faut comprendre ce que cette alliance créerait concrètement. Du jour au lendemain, le groupe EPC, avec l'apport de la SSE, deviendrait le leader européen des explosifs commerciaux, un groupe présent dans une quinzaine de pays, avec une culture et des valeurs européennes. Car dans ce marché, les acteurs majeurs mondiaux sont australiens et américains. Il n'existe pas de leader établi en Europe. C'est précisément à cela que répond cette discussion avec EPC. Ce n'est pas une transaction financière, c'est une vision d'entrepreneur industriel.

Au risque de perdre votre identité suisse et valaisanne en devenant minoritaire?

Minoritaire? Je dirais plutôt actionnaire de référence. Avec 25%, la SSE deviendrait le deuxième actionnaire du groupe EPC. Le positionnement et l'ancrage au sein d'EPC seraient importants.

Les décisions opérationnelles et stratégiques de ce groupe EPC se prendraient à Paris.

Donc, quand le journal Les Échos titre «Le Français EPC prêt à avaler son rival suisse», c'est exagéré?

C'est une énorme maladresse. Et c'est le seul journal à avoir titré dans ce sens. Cela ne reflète pas du tout l'esprit des discussions que nous avons avec EPC. C'est le fait d'un journaliste qui a voulu faire sensation.

Mais les décisions stratégiques sur les explosifs ne se prendront plus à Gamsen, mais à Paris.

Oui, les décisions opérationnelles et stratégiques de ce groupe EPC se prendraient à Paris. Cela dit, avec 25% du capital, SSE Holding aurait un rôle important à jouer au sein de cette nouvelle structure.



La due diligence est réciproque, explique Gilles de Preux. Chaque société est passée au peigne fin en vue d'une alliance. ©Sacha Bittel

Vous enchaînez sept années de croissance consécutives et des résultats records en 2024. Pourquoi est-ce maintenant qu'il faut se rapprocher d'un grand acteur, alors que vous donnez l'impression que tout va bien?

C'est une question légitime. Il y a deux ans, le conseil d'administration s'est interrogé sur l'avenir de l'entreprise face aux nouveaux enjeux d'innovation, d'attractivité, de technologie et de législation. Quel est le meilleur moyen d'assurer la pérennité de cette activité pour nos 600 collaborateurs? L'option de continuer seul reste d'actualité, mais on a voulu analyser proactivement des partenariats potentiels. Aujourd'hui, le marché européen est plus ou moins stable, et tous les acteurs détiennent entre 10 et 15% de part de marché. Pour progresser, il faudrait une acquisition importante, et dans notre métier, on ne peut pas simplement créer une activité, en France par exemple, du jour au

lendemain. Il faut des installations, des capacités de stockage, des talents. On est obligé de construire sur de l'existant.

Malgré de bons chiffres, sur la même période, vous fermez le site d'Eurodyn en Allemagne à peine dix ans après le rachat, vous abandonnez la Norvège faute de rentabilité, et la Suède reste obstinément dans le rouge. Ces revers sont-ils liés au transfert de votre branche explosifs à EPC?

Non. La fermeture d'Eurodyn n'est pas une décision financière ou industrielle. Le propriétaire des terrains en Allemagne n'a pas voulu nous renouveler notre bail. Quant à la Norvège, c'est l'un des marchés les plus compétitifs d'Europe et on n'avait pas réussi à mettre en place une équipe capable de porter notre stratégie. La vie d'un groupe actif dans 8 pays et sur 2 activités est faite d'excellentes nouvelles et de défis. Ce qui a motivé ce rapprochement avec EPC, c'est l'analyse du marché et des enjeux futurs. Pas ces éléments-là.

Ce rapprochement créerait certainement le numéro 4 mondial, un groupe de près de 4000 employés, présent sur plus de 35 marchés.

À l'échelle mondiale, face à des géants comme Orica ou Maxam, quelle place occuperait EPC?

Ce rapprochement créerait certainement le numéro 4 mondial, un groupe de près de 4000 employés, présent sur plus de 35 marchés. On appartiendrait à une nouvelle galaxie.

Quand on est directeur général de la SSE et qu'on laisse la main stratégique à Paris, c'est une décision difficile à prendre?

Ce qui prime, pour le conseil d'administration et moi-même, c'est la réflexion sur l'intérêt de l'ensemble de nos employés. Est-ce que le futur ensemble va respecter nos valeurs et notre manière de fonctionner ? Le fait qu'on soit entré en discussion exclusive avec EPC vous donne déjà une partie de la réponse. La due diligence se fait d'ailleurs dans les deux sens. C'est vraiment une intégration au sein d'EPC, et il n'y a aucun plan de restructuration prévu, car on opère sur des marchés complémentaires.

Vous garanzissez le maintien des emplois sur le site de Gamsen?

Oui. Quand on parle des employés liés à l'explosif, on parle de 600 collaborateurs, dont plus d'une centaine à Gamsen.

L'ensemble des collaborateurs du groupe SSE sera transféré, toutes les positions seront conservées et les acquis assurés.

Et vous, Gilles de Preux, quel est votre avenir au sein de la société si les explosifs partent chez EPC. Il ne restera que Valsynthèse, qui a déjà son propre directeur, Max Lauwiner. Vous allez perdre votre emploi?

Valsynthèse a effectivement son propre CEO dont je reste le supérieur hiérarchique à ce jour. Mais si ce deal devait se concrétiser, mon rôle de directeur général du groupe SSE serait terminé.

Ma nouvelle position au sein d'EPC se situerait certainement au niveau du comité exécutif du groupe, dans une position qui devrait être annoncée en temps voulu.



En cas de rapprochement, l'avenir de Gilles de Preux pourrait être parisien, au siège d'EPC. ©Sacha Bittel

Le mariage est prévu pour le troisième trimestre de cette année. Les fiançailles se passent bien?

Entre mars et juin, on devrait être en mesure de communiquer si oui ou non le projet continue.

Est-ce que c'est la fin du nom SSE?

SSE est une holding qui détient deux sous-holdings. Valsynthèse, active dans la chimie fine et Eurex, active dans les explosifs commerciaux. C'est la sous-holding Eurex qui serait transférée. SSE Holding resterait, le siège demeurerait à Gamsen, et toute l'activité de chimie fine continuerait comme aujourd'hui.

Si ce deal devait se concrétiser, mon rôle de directeur général du groupe SSE serait terminé.

Dans votre rapport d'activités 2024, vous annonciez déjà cette séparation, avec 50 millions de francs de participations transférées à Eurex et 11 millions d'actifs vers Valsynthèse.

Pouvait-on y lire les prémices de l'annonce de février?

D'un point de vue communication, ça a peut-être été une surprise. Mais d'un point de vue stratégique, on a toujours signifié à nos actionnaires que le groupe voulait aligner sa structure sur ses stratégies. On a deux activités différentes, deux stratégies différentes, deux volontés de développement différentes.

Historiquement, comme tout appartenait à la holding, certaines discussions étaient compliquées. Quand on approchait des partenaires potentiels en chimie, ils disaient qu'ils aimaient bien ce qu'on faisait, mais pas l'explosif. On a donc créé la sous-holding Eurex en 2024, séparé les terrains de Gamsen et les contrats de travail en 2025. Simplement pour avoir deux activités indépendantes capables de travailler en bonne intelligence.

Il n'a donc jamais été question de vendre Valsynthèse à EPC?

La chimie fine ne fait pas partie de leurs activités?

Le cœur de métier d'EPC, c'est l'explosif commercial. Le cœur de métier de Valsynthèse, c'est la chimie, la production d'intermédiaires ou de produits finis pour la pharma et les spécialités chimiques. Ce sont des mondes différents. Valsynthèse restera sous SSE Holding, avec les mêmes ambitions et la même vision de développement.



Gilles de Preux assure qu'aucun emploi ne disparaîtra de Gamsen à l'issue du rapprochement avec EPC. ©Sacha Bittel

Valsynthèse connaît d'ailleurs une forte croissance. Elle représentait environ 15% du chiffre d'affaires de la holding en 2022, avec un objectif d'atteindre 20%. Pari tenu?

On est extrêmement satisfaits car on va dépasser ces objectifs. On a quasiment quadruplé le chiffre d'affaires de Valsynthèse ces cinq dernières années. La réflexion qui anime le conseil d'administration porte aujourd'hui sur la prochaine étape de développement. Faut-il engager des investissements supplémentaires à Gamsen, ou envisager des acquisitions pour compléter notre portefeuille technologique?

On a quasiment quadruplé le chiffre d'affaires de Valsynthèse ces cinq dernières années.

De votre portefeuille, on connaît surtout le citrate de bétaine et Bovaer, l'additif anti-méthane pour vaches avec DSM-Firmenich. Il cache d'autres produits phares?

Notre catalogue est parfaitement public. On a investi dans la production de réactifs de Grignard en flux continu et on produit de la nitroglycérine pharmaceutique, par exemple. Et parce que notre usine est polyvalente, on peut répondre à des demandes très variées, pour des clients en Europe, aux États-Unis et en Asie. C'est d'ailleurs un changement profond que nous avons opéré ces dernières années.

Valsynthèse était historiquement un simple façonnier, les clients venaient avec leur formule et nous la fabriquions. Aujourd'hui, nous sommes devenus un vrai partenaire de développement. Les clients peuvent arriver avec une simple idée, et nous les accompagnons du premier gramme produit en laboratoire jusqu'aux premières tonnes à l'échelle industrielle.

D'après les analystes, le marché européen des sous-traitants pèse 35 milliards d'euros, avec une croissance de plus de 7% par an.

Valsynthèse a une vraie carte à jouer?

Bien évidemment, Valsynthèse navigue dans cet océan des 35 milliards. Mais vu notre taille et notre corps de métier très spécifique, la chimie à haut risque, c'est une stratégie de niche axée sur la compétence et l'expertise. Depuis le Covid, il y a un retour de la demande pour des producteurs européens, car c'est une garantie en termes de livraison. On a clairement réaligné nos stratégies pour profiter de cette vague.

Votre voisine Lonza n'est pas un concurrent direct, sauf en termes de main-d'œuvre. La cohabitation est compliquée?

On est extrêmement satisfaits d'avoir toujours travaillé en très bonne intelligence avec notre grande sœur. Cela dit, quand un site comme Viège a eu un besoin important de main-d'œuvre, notamment pendant le Covid, il y a eu quelques perturbations au sein de nos équipes. Mais derrière chaque défi se cache aussi une opportunité.

Vous êtes spécialisée dans l'explosif commercial et civil. Existe-t-il un créneau à saisir dans l'explosif militaire? Les budgets de défense augmentent partout en Europe.

À Gamsen, quelques produits, dont le Plastex ou la pentrite, sont classifiés comme duaux. Ces produits peuvent être utilisés pour notre cœur de métier, carrières et mines, mais aussi pour ce qu'on appelle le génie militaire, comme la démolition de bâtiments ou d'un pont. Attention, le génie militaire ne veut pas forcément dire létal. Aujourd'hui, 99,9% de notre activité est liée à l'explosif commercial et, à quelques exceptions, au génie militaire. Pas aux

munitions, pas au développement légal. Cependant, depuis février 2022 et le déclenchement de la guerre en Ukraine, le conseil d'administration et la direction revoient régulièrement leur positionnement stratégique. Une évolution pourrait être envisageable, mais cette décision n'a pas encore été prise.

Je ne vois pas de contrainte majeure si on devait se développer dans le domaine de la défense.

La législation suisse sur le matériel de guerre est-elle un frein dans ce domaine? D'autres industries se plaignent de son cadre trop restrictif.

Si demain on devait livrer plus activement des produits pour des usages de défense, le cadre législatif suisse est assez clair et ne serait pas une contrainte. Nos produits à double usage civil et militaire sont soumis à la loi fédérale sur les explosifs qui encadre clairement toutes les règles et autorisations. Je ne vois donc pas de contrainte majeure si on devait se développer dans ce domaine.

Si le mariage avec EPC échoue, qui a le plus à perdre?

Personne. Ce ne serait nullement dramatique. On réalignerait simplement nos stratégies avec d'autres options. On a contacté une série de partenaires, on a reçu différentes offres et c'est celle d'EPC qui correspondait le plus à nos attentes et notre vision. Mais on n'a aucune obligation. Si ce deal se concrétise, ça sera sur la base d'une conviction qui apportera une valeur ajoutée à l'ensemble des 600 collaborateurs. Et pour Valsynthèse, dans tous les cas, on a encore énormément d'ambition.

GROUPE SSE EN CHIFFRES 2024

Chiffre d'affaires total: 179 millions de francs (+5,7%)

dont Eurex (explosifs civils): 141 millions de francs (env. 80%)

dont Valsynthèse (chimie fine): ~38 millions de francs (plus de 20%)

Bénéfice net: 7,7 millions de francs (+22%)

Collaborateurs: 755 équivalents plein-temps

dont SSE (8 pays européens): ~575 EPT

dont SSE (Gamsen): + de 100 EPT

dont Valsynthèse: 80 EPT